

Incendies incontrôlables au Chili

Depuis le 1^{er} février, les feux, alimentés par la sécheresse et la canicule, ont tué 24 personnes et détruit 373 000 hectares

BUENOS AIRES - *correspondante*

Une ligne de feu, vue du ciel, avançant implacablement sur la forêt ; des pompiers impuissants, debout face à un mur de flammes ; des habitants qui malgré l'ampleur des brasiers tentent de les étouffer, de façon artisanale, à coups de seaux d'eau. Les violents incendies qui sévissent au Chili depuis le 1^{er} février, en plein été austral, livrent leur lot d'images apocalyptiques.

La région centre-sud du pays – les provinces de Maule, Nuble, Biobío et Araucanie, à partir de 280 kilomètres au sud de Santiago, la capitale – a ainsi vu des milliers d'hectares totalement détruits. Le bilan, vendredi 10 février : 24 morts, 1 250 habitations disparues, plus de 2000 personnes prises en charge par les services sanitaires. Au total, plus de 373 000 hectares ont été ravagés. Ce sont les pires incendies après ceux de 2017, lors desquels 467 000 hectares avaient été dévorés par le feu.

Vingt-huit personnes arrêtées

Le président (gauche) Gabriel Boric annonçait mercredi des « journées très difficiles », alors que les incendies faisaient déjà rage depuis une semaine. Il en appelait à la collaboration de tous, y compris du secteur privé. « En cinq jours, nous constatons une superficie brûlée équivalente à deux années [normales] d'incendie », évaluait Carolina Toha, ministre de l'intérieur, lundi. Cette semaine, plus de 5 600 pompiers chiliens continuaient de lutter contre les flammes, épaulés par l'aide internationale.

Celle-ci a afflué depuis différents pays : l'Argentine, le Mexique,

mais aussi l'Espagne ou les États-Unis, avec l'envoi de moyens matériels ou humains. La France annonçait, mardi, l'envoi de 80 sapeurs-pompiers et sapeurs-sauveteurs. La veille, le président français, Emmanuel Macron, avait assuré sur Twitter : « Le peuple chilien peut compter sur le soutien de la France pour lutter contre ce fléau. » L'Union européenne a également promis une aide : des pompiers, médecins et experts.

« Mais quels que soient le nombre d'avions ou l'argent consacré à lutter contre les incendies, ils sont devenus incontrôlables », constate Roberto Rondanelli, météorologue à l'université du Chili, à Santiago. Vendredi, 321 foyers étaient toujours actifs. Les experts sont formels : l'origine des feux est avant tout humaine, criminelle ou accidentelle. « Il y a une légitime suspicion liée à l'intentionnalité [des feux], qui fait l'objet d'une enquête », a avancé Gabriel Boric, mercredi. Au moins vingt-huit personnes ont été arrêtées.

Cependant, une série de facteurs explique la vitesse et l'intensité des incendies. Le changement climatique d'abord, vecteur d'une mégasécheresse historique au Chili, qui sévit depuis treize ans environ. Elle se traduit par un déficit historique des précipitations, de l'ordre de 30 % entre 2010 et 2019, selon un rapport du Centre de recherche sur le climat et la résilience (CR2) chilien. Ces cinquante dernières années, les températures maximales pendant l'été ont augmenté de 0,43 °C par décennie, souligne le CR2, dans une note publiée le 8 février.

« Tous les événements avec des températures dépassant les 40 °C sont survenus cette dernière décennie », poursuivent ces experts. Ainsi, les régions touchées



Dégâts causés par les incendies à Santa Juana, dans la province de Concepcion, au Chili, le 9 février. JAVIER TORRES/AFP

par les incendies ont été marquées par une vague de chaleur, avec des températures dépassant parfois la barre des 40 °C. Une alerte pour haute température courait toujours jusqu'à samedi, pour une région englobant plus de 900 kilomètres du nord au sud (de la région de Coquimbo à celle de Nuble).

« Il y a aussi une forte accumulation de matière combustible », observe Miguel Castillo, ingénieur forestier à l'université du Chili. Il s'agit de pins et d'eucalyptus, plantés à perte de vue par l'industrie du bois. Moteur de l'économie régionale, ce modèle de développement a été encouragé sous la dictature militaire (1973-1990).

L'industrie se trouve au cœur des conflits territoriaux avec une partie de la population indigène mapuche, qui revendique des terres ancestrales détenues par les propriétaires forestiers. En 2022, les exportations du secteur du bois s'élevaient à 6,5 milliards d'euros, selon l'Institut forestier chilien (dépendant du ministère de l'agriculture), générant plus de 111 000 emplois.

Les eucalyptus et les pins plantés par l'industrie du bois assèchent les cours d'eau qui pourraient servir de barrière aux flammes

Or les pins et les eucalyptus, arbres exotiques, plus gourmands en eau que les espèces endémiques, assèchent les cours d'eau qui pourraient servir de barrière naturelle face aux flammes. « Avec les fortes chaleurs, ils ont aussi tendance à s'assécher plus vite que les arbres endémiques. Par conséquent, ils brûlent davantage et facilitent la propagation des incendies, un phénomène aussi renforcé par leur densité », note M. Rondanelli.

Les vents qui ont soufflé sur la région ont achevé de participer à la dispersion des feux. « Il faut absolument repenser le système productif, en plantant des arbres endémi-

ques. Après les grands incendies de 2017, là où se trouvaient des arbres endémiques, des pins et des eucalyptus ont été plantés à la place », déplore M. Rondanelli.

Proximité des habitations

Par ailleurs, malgré une quantité d'hectares brûlés inférieure aux grands incendies de 2017, qui avaient causé le décès de 11 personnes, le pays déplore davantage de morts. « C'est lié au nombre de foyers, plus nombreux et disséminés, ce qui représente un défi plus important en matière de coordination, d'établissement des priorités et d'accès aux zones à évacuer », explique Miguel Castillo. La proximité entre les plantations d'arbres et les zones d'habitation est également tenue pour responsable du nombre de décès.

En 2014, une proposition de modification de la « loi des bois » a été présentée par Alejandro Navarro, alors sénateur (gauche) de la région de Biobío. Elle prévoyait de fixer une distance minimale de 500 mètres entre les plantations et les zones d'habitation ou les routes. En 2015, une autre initiative

parlementaire, englobant le précédent texte, proposait aussi d'interdire les nouvelles plantations d'espèces « hautement combustibles ». Le texte est resté lettre morte.

Tandis que la fumée des incendies gagne jusqu'à Santiago, les émissions de CO₂ générées par les feux inquiètent. Avec le risque de multiplication d'épisodes de cette ampleur à l'avenir, les feux « peuvent devenir une des plus importantes causes d'émission de gaz à effet de serre dans le pays », souligne le CR2. Ainsi, en 2017, les incendies représentaient à eux seuls 90 % des émissions totales d'une année de référence, 2016. Ils constituent également une grande menace pour la biodiversité, a alerté Maisa Rojas, la ministre de l'environnement.

Face à l'urgence, le gouvernement chilien a annoncé une série d'aides, notamment économiques, destinées aux habitants des régions affectées. Un couvre-feu a par ailleurs été mis en place, dès vendredi, afin de prévenir les éventuels pillages des habitations évacuées. ■

FLORA GENOUX